



ÉTUDE DE L'UNÉDIC
EN PARTENARIAT AVEC ELABE

BAROMÈTRE DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE ET DE L'EMPLOI

TERRAIN RÉALISÉ DU 29 AOÛT AU 25 SEPTEMBRE 2023

Décembre 2023

Dans le cadre de la cinquième édition du Baromètre de la perception du chômage et de l'emploi, Elabe a analysé pour l'Unédic le regard des Français sur la situation de l'emploi et leurs représentations du chômage.

LE SENTIMENT QUE LA SITUATION DE L'EMPLOI NE S'AMÉLIORE PLUS FRAGILISE L'OPTIMISME DES ACTIFS

Le premier enseignement de ce cinquième volet du Baromètre est le sentiment que la situation de l'emploi ne s'améliore plus. En effet, cette opinion est en léger recul depuis 1 an (14 %, -2 pts/sept. 2022), alors qu'elle était en constante progression entre juillet 2020 (volet 2, 4 %) et septembre 2022 (volet 4, 16 %). 51 %¹ des Français estiment toujours qu'elle se dégrade et 35 % (+2 pts) qu'elle reste stable.

Les actifs en emploi redoutent ainsi un peu plus de connaître une période de chômage dans les 2 prochaines années (24 % estiment que la probabilité est forte, +2 pts) et les demandeurs d'emploi sont moins confiants pour leur retour en emploi (37 % probabilité forte, -3 pts).

¹ Les évolutions significatives par rapport au 4ème volet, publié en décembre 2022, du Baromètre sont indiquées. Lorsqu'aucune évolution n'est signalée, cela signifie que les résultats sont stables ou que l'évolution est trop faible pour être statistiquement significative.

En conséquence, **l'optimisme pour son avenir professionnel s'effrite** chez les actifs en emploi (64 %, -3 pts) et encore plus chez les demandeurs d'emploi (56 %, -7 pts).

LE DURCISSEMENT DU REGARD SUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI MARQUE UN ARRÊT

Aux yeux des Français, les évolutions de la société (61 %, +2 pts) demeurent les principales causes du chômage aujourd'hui dans notre pays, devant la responsabilité des chômeurs eux-mêmes (50 %) et celle des entreprises (45 %). Alors que la responsabilité des chômeurs avait progressé de manière constante entre juillet 2020 (volet 2, 36 %) et septembre 2022 (volet 4, 50 %), cette perception se stabilise en un an. Dans le détail, les principales causes du chômage sont pour les Français : le fait que les gens ne veulent pas travailler (34 %), la tendance des entreprises à faire plus avec moins de collaborateurs (30 %), le poids des charges sociales des entreprises (27 %), la destruction d'emplois par l'évolution des technologies/la numérisation et la robotisation (26 %), les délocalisations à l'étranger (26 %), le trop faible contrôle des « chômeurs fraudeurs » (24%) et le montant des allocations versées aux chômeurs (22 %, -2 pts).

Pour près de 3 Français sur 4 (72 %), le chômage est une situation subie plus que choisie et pour 62 %, il est une fatalité, un coup du sort. Ainsi, les actifs en emploi et les inactifs dressent le portrait de demandeurs d'emploi « victimes » et « fragiles », qui se sentent dépendants de la société (76 %, +3 pts), qui ont le sentiment de perdre des compétences (69 %, +2 pts) et qui se sentent malchanceux (68 %, +2 pts).

En parallèle, le soupçon à l'égard des demandeurs d'emploi reste présent mais la critique sur « le chômeur assisté » recule légèrement. Une majorité de Français estime que, si les demandeurs d'emploi rencontrent des difficultés à trouver du travail, c'est parce qu'ils ne font pas de concession dans leur recherche d'emploi (62 %) En revanche, les perceptions les plus négatives, quoique fréquentes, sont nettement minoritaires : 39 % (-3 pts) considèrent les demandeurs d'emplois comme des assistés, 37 % comme des fraudeurs, 50 % affirment que la plupart des chômeurs ne cherchent pas vraiment à retrouver un emploi. Bien qu'encore sévères, ces soupçons et critiques marquent une pause après une progression constante entre mars 2020 (volet 1) et septembre 2022 (volet 4).

DES DEMANDEURS D'EMPLOI TOUJOURS SUJETS AU SOUPÇON ET PARFOIS À LA CRITIQUE

Le regard négatif de l'opinion est **ressenti par les demandeurs d'emploi** : 20 % (-3 pts) d'entre eux entendent d'autrui qu'ils sont des assistés, 25 % se sentent même méprisés. **Ils font l'expérience régulière de l'inquisition et du soupçon** : 48 % déclarent être questionnés avec insistance sur leur recherche d'emploi et 41 % (-2 pts) ne sont pas crus lorsqu'ils affirment rechercher activement un emploi.

Les perceptions sur les demandeurs d'emploi sont en décalage avec leur vécu : 85 % d'entre eux se voient comme des personnes persévérantes (seuls 44 % des non-demandeurs d'emploi partagent cet avis), 83 % dynamiques (contre 28 %), 79 % courageuses (contre 38 %). La majorité des non-demandeurs d'emploi pense que les allocataires ont le sentiment de profiter du système (61 %) ou qu'ils doivent se sentir dépendants de la société (76 %), des affirmations contestées par les demandeurs d'emploi (respectivement 84 % et 65 % *pas d'accord* avec ces déclarations).

Malgré une légère amélioration de leur état d'esprit, les demandeurs d'emploi font le récit d'un quotidien plus difficile que celui des actifs en emploi : ils ont un état d'esprit plus négatif (50 % se sentent heureux, +2 pts, contre 81 % des actifs en emploi) et un sentiment plus fort de perte de maîtrise (seuls 43 % ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent, +3 pts, contre 66 % des actifs en emploi).

L'ATTACHEMENT AU SYSTÈME D'ASSURANCE CHÔMAGE RESTE MAJORITAIRE

L'attachement au modèle français d'Assurance chômage reste majoritaire mais se dégrade dans l'opinion publique (57 %, -2 pts). Les modalités de protection de l'Assurance chômage divisent les Français :

- 52 % des Français estiment que les allocations chômage ne sont pas un frein au retour à l'emploi (contre 48 % des Français qui pensent le contraire)

- 53 % pensent que la durée moyenne des droits aux allocations chômage n'est pas trop longue (contre 47 % qui le pensent)
- 61 % des Français considèrent que le montant des allocations chômage n'est pas trop élevé (39 % pensent le contraire)

Les Français sont toujours convaincus que tout le monde peut connaître une période chômage (93 %, -2 pts ; dont 57 % *tout à fait d'accord*, -2 pts). **Le système d'Assurance chômage est donc toujours considéré comme un droit utile et les énoncés suivants sont largement acceptés :**

- « Les allocations chômeurs sont un droit, puisqu'issues de cotisations » (87 % *d'accord*)
- « S'il n'y avait pas les allocations chômage, la plupart des chômeurs ne pourraient pas vivre dignement » (87 %)
- « Les allocations constituent un revenu de remplacement entre deux emplois » (84 %)
- « Elles contribuent à lutter contre la pauvreté » (72 %, -2 pts)

A noter que l'opinion des Français sur le chômage et les chômeurs se fonde toujours sur une connaissance partielle :

- De la réalité des allocations chômage (ils sous-estiment ou surestiment le montant moyen, la durée maximum, et méconnaissent les situations qui en donnent le droit)
- Des réalités du chômage (notamment une surestimation du taux de chômage, évalué à 14,8 % alors qu'il était de 7,2 % au T2 2023)
- De la diversité des situations (pour 56 % des Français, un chômeur est forcément quelqu'un qui touche une allocation, ce qui ne correspond pas à la réalité)

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

CIBLES	GRAND PUBLIC Volet 1 - 3 011 interviews Volet 2 - 3 003 interviews Volet 3 - 3 003 interviews Volet 4 - 3 012 interviews Volet 5 - 3 012 interviews	DEMANDEURS D'EMPLOI Volet 1 - 1 503 interviews Volet 2 - 1 520 interviews Volet 3 - 1 517 interviews Volet 4 - 1 513 interviews Volet 5 - 1 515 interviews
SOURCE	PANEL	FICHER NATIONAL DES ALLOCATAIRES
REPRESENTATIVITE	<ul style="list-style-type: none"> Echantillon représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 15 ans et + Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, catégorie socioprofessionnelle, catégorie d'agglomération, région de résidence, et chômeur/non-chômeur, + niveau de diplôme en suivi <i>(données Insee issues du recensement de la population 2017)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Echantillon représentatif des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E) en France métropolitaine et Outre-mer (hors Mayotte) à date du 30 mai 2023. Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, niveau de diplôme, région de résidence, catégorie d'agglomération, statut d'indemnisation, catégorie Pôle emploi, ancienneté d'inscription, motif d'inscription à Pôle emploi <i>(données issues du FNA, demandeurs d'emploi inscrits hors Mayotte et hors AB A10)</i>
MODE DE RECUEIL	Par internet (questionnaire en ligne auto-administré)	
DATES DE TERRAIN	Volet 1 : Interrogation par Internet du 24 février au 9 mars 2020 Volet 2 : Interrogation par Internet du 17 juin au 6 juillet 2020 Volet 3 : Interrogation par Internet du 31 août au 27 septembre 2021 Volet 4 : Interrogation par Internet du 30 août au 26 septembre 2022 Volet 5 : Interrogation par Internet du 29 août au 25 septembre 2023	
DURÉE	Durée médiane de 24 minutes	
	20 minutes	33 minutes
EVOLUTIONS	Les évolutions significatives par rapport au 4^{ème} volet de Baromètre sont indiquées. Lorsqu'aucune évolution n'est signalée, c'est que les résultats sont stables ou l'évolution trop faible pour être statistiquement significative.	

INTERVALLES DE CONFIANCE

ENSEMBLE DES FRANÇAIS

Marges d'erreur (niveau de confiance 95%) pour un échantillon de **3 000** personnes :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 0,8	4,2 et 5,8
10	+/- 1,1	8,9 et 11,1
15	+/- 1,3	13,7 et 16,3
20	+/- 1,4	18,6 et 21,4
25	+/- 1,6	23,4 et 26,6
30	+/- 1,6	28,4 et 31,6
35	+/- 1,7	33,3 et 36,7
40	+/- 1,8	38,2 et 41,8
45	+/- 1,8	43,2 et 46,8
50	+/- 1,8	48,2 et 51,8
55	+/- 1,8	53,2 et 56,8
60	+/- 1,8	58,2 et 61,8
65	+/- 1,7	63,3 et 66,7
70	+/- 1,6	68,4 et 71,6
75	+/- 1,6	73,4 et 76,6
80	+/- 1,4	78,6 et 81,4
85	+/- 1,3	83,7 et 86,3
90	+/- 1,1	88,9 et 91,1
95	+/- 0,8	94,2 et 95,8

Exemple de lecture : Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **23,4%** et **26,6%**.

ACTIFS EN EMPLOI

Marges d'erreur (niveau de confiance 95%) pour un échantillon de **1 600** personnes :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,1	3,9 et 6,1
10	+/- 1,5	8,5 et 11,5
15	+/- 1,8	13,2 et 16,8
20	+/- 2,0	18 et 22
25	+/- 2,1	22,9 et 27,1
30	+/- 2,2	27,8 et 32,2
35	+/- 2,3	32,7 et 37,3
40	+/- 2,4	37,6 et 42,4
45	+/- 2,4	42,6 et 47,4
50	+/- 2,5	47,5 et 52,5
55	+/- 2,4	52,5 et 57,4
60	+/- 2,4	57,6 et 62,4
65	+/- 2,3	62,3 et 67,3
70	+/- 2,2	67,8 et 72,2
75	+/- 2,1	72,9 et 77,1
80	+/- 2,0	78,0 et 82,0
85	+/- 1,8	83,2 et 86,8
90	+/- 1,5	88,5 et 91,5
95	+/- 1,1	93,9 et 96,1

Exemple de lecture : Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,9%** et **27,1%**.

DEMANDEURS D'EMPLOI

Marges d'erreur (niveau de confiance 95%) pour un échantillon de **1 500** personnes :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,1	3,9 et 6,1
10	+/- 1,5	8,5 et 11,5
15	+/- 1,8	13,2 et 16,8
20	+/- 2,0	18,0 et 22,0
25	+/- 2,2	22,8 et 27,2
30	+/- 2,3	27,7 et 32,3
35	+/- 2,4	32,6 et 37,4
40	+/- 2,5	37,5 et 42,5
45	+/- 2,5	42,5 et 47,5
50	+/- 2,5	47,5 et 52,5
55	+/- 2,5	52,5 et 57,5
60	+/- 2,5	57,5 et 62,5
65	+/- 2,4	62,6 et 67,4
70	+/- 2,3	67,7 et 72,3
75	+/- 2,2	72,8 et 77,2
80	+/- 2,0	78,0 et 82,0
85	+/- 1,8	83,2 et 86,8
90	+/- 1,5	88,5 et 91,5
95	+/- 1,1	93,9 et 96,1

Exemple de lecture : Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,8%** et **27,2%**.



**BAROMÈTRE
DE LA PERCEPTION
DU CHÔMAGE
ET DE L'EMPLOI**

ÉTUDE DE L'UNÉDIC RÉALISÉE
AVEC ELABE

Décembre 2023

Unédic

4, rue Traversière 75012 Paris
T. +33 1 44 87 64 00

 [@unedic](https://twitter.com/unedic)  [unedic](https://www.linkedin.com/company/unedic) [unedic.org](https://www.unedic.org)